

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

La transformation structurelle des économies du Québec et des autres provinces canadiennes depuis 60 ans

Des changements majeurs ont transformé les structures de l'économie du Québec et des autres provinces canadiennes depuis le tournant des années 1960. Il est intéressant de mesurer comment ces changements ont façonné le visage des provinces. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés à la répartition de la production et de l'emploi entre les grands secteurs d'activité et entre les industries du secteur de la fabrication. Ainsi, cette répartition a été mesurée pour des intervalles d'une vingtaine d'années commençant en 1958 et se terminant en 2016. Les changements survenus dans les secteurs de services ont aussi été examinés. Les données recueillies montrent que des changements importants sont survenus au cours de ces 60 années dans la composition des économies provinciales. Pour toutes les années observées, le Québec se démarque comme étant la province dont le secteur de la fabrication est le plus diversifié. Par ailleurs, de toutes les provinces ou régions du Canada, la Colombie-Britannique est la seule qui a évolué dans le sens d'une plus grande diversité de son secteur de la fabrication pour la période de 1997 à 2016. Voici un regard sur l'évolution de la structure économique du Québec et des autres provinces.

Changements de structure : des conditions qui ne dépendent pas que de la volonté de changer

On associe généralement la concentration des activités économiques ou le manque de diversité d'un État ou d'une région à une certaine vulnérabilité. La dépendance à un ou à seulement quelques secteurs économiques est synonyme de risque accru pour la vitalité de la région lorsqu'un de ceux-ci éprouve des difficultés. En contrepartie, la diversité est de plus en plus perçue comme une voie privilégiée vers la prospérité et, dans ce contexte, de nombreux gouvernements dans le monde cherchent à transformer et à diversifier leur économie en dépit de la mondialisation, qui pousse vers la spécialisation.

La croissance ou le déclin des différents secteurs d'activité économique est déterminé largement par des conditions qui échappent au contrôle des gouvernements, des administrations locales et des entrepreneurs. Un bon exemple est celui de l'évolution de l'économie mondiale au cours des dernières décennies. On a vu notamment un déplacement des pôles de croissance manufacturier et commercial à l'échelle planétaire. Cela a pour conséquence d'avantager ou de nuire à certaines régions.

Changer une structure économique demande du temps. Au fil des ans, on a observé que l'ossature industrielle d'une région ou

d'un État comportait une large part d'inertie. Comment peut-on être aussi affirmatif? L'expérience et l'analyse permettent de constater qu'il est impossible de transformer en quelques années une structure industrielle devenue mal adaptée aux tendances de l'économie mondiale¹. Certaines régions ou pays peuvent avoir de la difficulté à se diversifier parce qu'ils sont victimes de ce que certains appellent le syndrome hollandais. Il s'agit de la présence sur leur territoire d'un secteur d'activité fortement productif et rentable qui pousse les salaires et les prix à la hausse, draine les capitaux et la main-d'œuvre et, ainsi, fait ombrage à l'émergence ou au développement d'autres domaines d'activité. Ce genre d'effet est caractéristique du secteur des ressources, notamment en ce qui a trait à l'exploitation des hydrocarbures, mais il peut aussi être présent dans des régions urbanisées dépendant fortement d'un secteur industriel moteur, comme c'est le cas de l'industrie automobile dans le sud-ouest de l'Ontario² ou de la production d'aluminium au Saguenay.

¹ Pierre-Marcel DESJARDINS et collab., *L'évolution des économies régionales du Canada : configurations structurelles, tendances émergentes et défis futurs*, Institut national de la recherche scientifique, 2013, p. xi-xv.

² *Ibid.*, p. xxii.

Est-ce à dire pour autant qu'il soit illusoire de penser à modifier la structure industrielle d'une région ou d'un État? Non, mais les transformations ne deviennent vraiment apparentes et significatives qu'à moyen et à long terme. Voilà pourquoi l'examen des changements structurels de l'économie québécoise et de celles des autres provinces canadiennes sera fait sur une période de plus d'un demi-siècle.

L'étude vise à voir de quelle façon les économies du Québec et des autres provinces ont changé au cours des six dernières décennies. Elle cherche également à déterminer comment l'économie québécoise se compare à celle des autres provinces ou régions du Canada.

L'évolution du contexte économique et politique de l'après-guerre à aujourd'hui

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, les économies du Québec et du reste du Canada ont dû s'adapter à des changements d'ordre majeur.

Les changements internes

- ▶ De 1945 jusque dans les années 1960, le Québec, comme d'autres sociétés occidentales, a connu une explosion des naissances – le baby-boom – qui s'est traduite par une arrivée massive de main-d'œuvre sur le marché du travail au cours des années 1970 et 1980. Le taux de natalité a cependant chuté par la suite, de sorte que c'est avec une rareté progressive de la main-d'œuvre que l'économie québécoise doit composer depuis quelques années.
- ▶ Un autre changement interne majeur survenu au cours de la période est l'accès accru à l'éducation. Le Québec a pris les bouchées doubles à partir de ce qui a été qualifié de Révolution tranquille.
- ▶ Enfin, au cours de la période, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales ont pris une place de plus en plus importante dans l'économie et dans la société. Ainsi, leurs dépenses sont passées d'un niveau correspondant à moins de 15 % du PIB au début des années 1960 à environ 35 % dans les années 2000³.

Les changements externes

- ▶ La mondialisation
 - Dans les années 1950, l'économie québécoise était encore largement façonnée par la Politique nationale instaurée par le gouvernement fédéral de John A. Macdonald en 1879. Cette politique misait sur une forte protection

tarifaire afin de susciter l'implantation au Canada d'activités de substitution aux importations. Elle visait aussi la consolidation du marché canadien non seulement grâce aux tarifs douaniers, mais aussi par la mise sur pied d'infrastructures de transport et de communication « d'un océan à l'autre ». L'économie canadienne conservait, par ailleurs, un lien privilégié avec son ancienne métropole, le Royaume-Uni, et avec les autres anciennes colonies britanniques qui s'accordaient mutuellement un régime tarifaire préférentiel.

- Après la Seconde Guerre mondiale, le monde a misé sur plus d'ouverture, notamment commerciale. Dans ce contexte, la politique canadienne s'est avérée désuète et inappropriée. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en 1947, et son remplacement par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 ont conduit à une réduction importante des protections commerciales au Canada et dans un grand nombre d'autres pays.
- À l'échelle nord-américaine, ce nouvel esprit d'ouverture au commerce s'est d'abord traduit par le Pacte automobile entre le Canada et les États-Unis en 1965 et, ultérieurement, par les accords de portée générale que sont l'Accord de libre-échange (ALE) en 1988, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 et, enfin, l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) en 2018.
- La libéralisation et le développement des échanges économiques entre les pays ont aussi été favorisés par des changements politiques, dont la fin de la Guerre froide et l'ouverture de la Chine et des pays de l'Europe de l'Est à l'économie de marché. L'essor du commerce mondial a aussi été grandement facilité par des développements techniques et commerciaux comme la conteneurisation, la consolidation des réseaux de distribution⁴ et le développement des télécommunications, qui ont abaissé substantiellement les coûts et les délais inhérents à la conduite des affaires à l'échelle internationale.
- Ces changements ont eu des effets importants sur les économies nationales quelle que soit leur taille. Dans le cas des économies avancées, comme celles du Québec et des autres provinces du Canada, ils ont soumis un grand nombre d'industries à une concurrence intensive de la part de pays où les salaires étaient moins élevés et la réglementation, moins contraignante (par exemple : textiles, vêtements, meubles, etc.). En contrepartie, certains secteurs ont pu prospérer grâce aux nouveaux débouchés sur la scène mondiale (par exemple : aéronautique, services financiers, matières premières, ingénierie, etc.).

³ Pierre FORTIN, *La Révolution tranquille et l'économie : où étions-nous, qu'avons-nous accompli, que nous reste-t-il à faire?*, Université du Québec à Montréal, Conférence présentée dans la série « La Révolution tranquille, 50 ans d'héritages » à la Grande Bibliothèque, 11 mai 2010, p. 8-9.

⁴ Pierre-Marcel DESJARDINS et collab., *op. cit.*, p. xvi.

► Le déplacement des pôles de développement

- Au cours de la période écoulée depuis la Seconde Guerre mondiale, les pôles de développement de l'économie mondiale se sont déplacés. Depuis la Révolution industrielle, l'effervescence économique était surtout présente dans les pays riverains de l'Atlantique Nord. Dans les 30 décennies glorieuses de l'après-guerre, ce dynamisme du foyer atlantique a été d'autant plus important que les pays d'Europe devaient reconstruire ce qui avait été détruit par le conflit. Du côté des États-Unis, l'activité économique était largement concentrée dans la région comprise entre la côte nord-est et les Grands Lacs. Le Québec et l'Ontario ont largement profité de leur proximité avec les marchés mondiaux les plus prospères et les plus dynamiques.
- Les choses ont commencé à changer dans les années 1970 alors que les économies occidentales ont été plombées par des chocs pétroliers successifs et plusieurs années de croissance lente accompagnée d'inflation que l'on a qualifiées de « stagflation ». Au même moment, plusieurs pays dits « en voie de développement » ont commencé à alimenter le marché mondial de produits très concurrentiels, notamment en ce qui a trait aux biens de consommation et à certains produits de base tel l'acier. Il s'agissait, par exemple, de la Corée du Sud, de la Chine, de Singapour, des pays de l'Asie du Sud-Est et du sous-continent indien, soit des pays du bassin du Pacifique. Ces derniers se sont ajoutés au Japon, qui s'était relevé rapidement de la dévastation causée par la Seconde Guerre mondiale, et à la côte ouest des États-Unis et du Canada. Ces pays en sont venus à constituer un nouveau pôle de développement. Au cours des dernières décennies, ce dernier est devenu le rival avoué du pôle atlantique, allant même jusqu'à le dépasser en ce qui concerne les échanges économiques et le taux de croissance.
- Ce déplacement de l'activité économique s'est fait sentir à l'intérieur du continent nord-américain. La stagflation des années 1970 a affecté durement les États américains du Nord-Est et les provinces canadiennes les plus à l'est, dont le Québec. Les économies de ces États et de ces provinces ont vu décliner des industries qui avaient assuré leur prospérité pendant plus d'un siècle. Les observateurs en sont venus à parler de Rust Belt pour désigner les États voisins des Grands Lacs aux prises avec la fermeture d'un grand nombre d'usines et le déclin rapide d'industries majeures, telle la sidérurgie. Montréal, comme New York et Boston, a connu des années difficiles. Les fermetures d'usines et les mises à pied s'y sont multipliées dans les secteurs qualifiés de « mous ».

► La révolution technologique

- Le dernier demi-siècle a aussi été marqué par des innovations technologiques qui ont profondément influencé et orienté le développement économique.
- Le plus apparent et le plus structurant de ces développements technologiques est celui qui a transformé le domaine de l'information et des communications. On a vu se succéder à une vitesse grandissante l'arrivée du transistor, des ordinateurs, des micro-ordinateurs, d'Internet, des plateformes d'échange et les premiers balbutiements de l'intelligence artificielle. En permettant des procédés inédits de conception, de fabrication (robotisation, imprimerie 3D), de mise en marché et de distribution, ces développements ont bouleversé les modes de fonctionnement de la grande majorité des secteurs d'activité. Beaucoup d'observateurs ont parlé d'une nouvelle révolution industrielle.
- D'importantes percées technologiques ont également été accomplies dans les sciences de la vie (génie génétique, génomique) et des matériaux (nanotechnologies, notamment). Elles ont pavé la voie à des innovations qui ont amélioré les rendements et l'efficacité dans des domaines aussi divers que l'agriculture, la construction et la santé. À l'image du déplacement des pôles de développement, ces avancées technologiques ont contribué à transformer les structures industrielles en rendant certaines productions obsolètes et en ouvrant des créneaux pour de nouveaux produits ou services.
- Le Canada et le Québec ont participé, à des degrés divers, à l'essor et à l'adoption de ces percées technologiques. Que ce soit par le développement de technologies novatrices, par l'apparition d'entreprises liées à ces innovations ou par des programmes de modernisation des entreprises, toutes ces initiatives ont mené à un changement graduel de leur ossature économique.
- Voilà, esquissée à grands traits, la toile de fond économique-commerciale dans laquelle se situe la présente analyse. C'est un portrait contrasté, qui donne un bref aperçu des bouleversements des 60 dernières années. Avant de présenter les résultats, il convient de parler succinctement de la méthodologie utilisée.

Comment prendre la mesure du changement?

L'économie québécoise présente aujourd'hui une structure très différente de celle de 1960, ne serait-ce que parce que les services y sont beaucoup plus présents et que l'industrie de l'aéronautique a remplacé dans une large mesure la production de biens de consommation (textiles, bois d'œuvre, meubles, papiers, etc.). Des constats s'apparentant à celui-ci peuvent être dressés pour les autres provinces du Canada.

Ce sont des faits connus et bien documentés. Une fois ces conclusions générales établies, comment savoir si le Québec est plus diversifié que les autres provinces? Combien de variables retenir pour répondre à cette question? Lesquelles choisir? Sur quelle période? Voilà des interrogations auxquelles il faut apporter une réponse. L'encadré 1 présente les variables qui ont servi à l'analyse.

Capter le changement est en soi un défi. C'est un peu comme tenter de mesurer un objet en mouvement. Ainsi, la définition et la composition de certains secteurs économiques ont été revues au fil de l'évolution de l'économie. C'est ainsi que la classification des activités économiques est devenue de plus en plus précise et que les catégories se sont multipliées. On devine que l'information était moins précise à la fin des années 1950 et dans les années 1960 et 1970 qu'elle ne l'était à compter des années 1980. Il a fallu faire des choix. Il était impossible

d'aller dans le détail si l'on voulait être en mesure de présenter quelques constats. Voilà pourquoi l'analyse a porté sur de grands ensembles.

Les grandes périodes retenues pour l'analyse et les années de référence

Plutôt que de se limiter à un simple examen des différences structurelles entre l'économie du Québec et celles des autres provinces, des années 1960 à aujourd'hui, la présente étude examine comment ces économies se sont métamorphosées progressivement. Des intervalles d'une vingtaine d'années ont été retenus. Cette façon de procéder permet de mieux apprécier l'influence de certains facteurs sur la structure et sur la diversité des économies. Ainsi, la présente analyse porte sur les changements survenus entre 4 moments-clés des 60 dernières années.

Le tournant des années 1960

- ▶ Le tournant des années 1960 marque une étape charnière entre le boom d'après-guerre et le début des transformations issues de la Révolution tranquille. Les industries traditionnelles profitent alors d'une protection tarifaire élevée, les gouvernements québécois et fédéral misent encore beaucoup sur les investissements étrangers pour assurer le développement de l'économie et le climat des affaires est positif grâce à de grands projets d'investissement publics

ENCADRÉ 1

Les variables utilisées pour l'analyse

La structure de l'économie peut être examinée sous différents angles, incluant l'importance du commerce extérieur, la taille des entreprises, la concentration spatiale, le ratio capital-travail, la propriété étrangère, la part du privé et du public, etc. Aux fins de la présente étude, deux variables ont été retenues, à la fois pour leur capacité à représenter l'importance des différentes activités dans l'économie et pour la disponibilité de données les concernant. Il s'agit des variables suivantes :

- ▶ La production, définie comme étant la valeur ajoutée mesurée en dollars.
- ▶ L'emploi, défini comme le nombre total d'hommes et de femmes à l'emploi des entreprises.

Les données sur les secteurs économiques et sur les industries de fabrication et de service ont été transformées en quatre indicateurs permettant chacun d'apporter un éclairage particulier sur l'évolution et la diversification des économies provinciales.

- ▶ Le premier indicateur retenu est le nombre de grands secteurs ou de grandes industries responsables d'au moins le tiers de la production et de l'emploi.
- ▶ Le deuxième indicateur est la part de la production et de l'emploi assurée par la moitié des secteurs et des industries.
- ▶ Le troisième indicateur est l'indice Herfindahl-Hirschman (IHH). Il est communément utilisé pour mesurer la concentration de la production au sein d'une industrie aux mains d'un nombre limité d'entreprises.
- ▶ Le dernier indicateur utilisé est l'indice de similarité structurelle (ISS). Il vise à estimer dans quelle mesure la structure de l'économie québécoise est différente de celles des autres provinces ou régions du Canada.

Une description plus détaillée des indicateurs est placée à l'annexe A à la page 11.

(Voie maritime du Saint-Laurent, route transcanadienne, oléoducs, centrale hydroélectrique de la Bersimis, entre autres) et privés (Place Ville Marie, Tour TELUS [initialement CIL House], Tour de la Bourse). Montréal est encore la métropole économique et financière du Canada.

- ▶ Selon la disponibilité des données, des chiffres de 1958 et de 1961 ont été utilisés pour rendre compte de cette période qui constitue la référence de base de l'étude.

Les années 1960 et 1970

- ▶ Au cours des années 1960 et 1970, la Révolution tranquille a apporté un changement considérable dans le rôle de l'État québécois. C'est une période où les barrières tarifaires ont été abaissées considérablement, ce qui a bousculé les entreprises d'ici. La nationalisation de l'électricité est devenue un atout dans un contexte où les prix du pétrole se sont enflammés. C'était l'époque des grands chantiers (installations olympiques, barrages hydro-électriques, réseau d'autoroutes, etc.) et du développement de l'expertise dans le domaine des services (électrification, génie civil, etc.). C'est aussi la période où Toronto a ravi le titre de métropole à Montréal ainsi que le rôle de plaque tournante principale des vols internationaux au Canada.
- ▶ Par ailleurs, les années 1970 sont caractérisées au Québec comme ailleurs dans les pays développés par la stagflation, soit par la présence simultanée d'une forte inflation et d'une faible croissance économique. Les données de l'année 1978 ont été retenues pour mettre en lumière les changements survenus au cours de cette période tumultueuse.

Les années 1980 et 1990

- ▶ À la suite de la sévère récession de 1981-1982 et de l'incapacité des gouvernements de venir à bout de la stagflation, le rôle de l'État est remis en question au Québec et ailleurs dans les pays développés. Au nombre des faits marquants et structurants de ces deux décennies, on note l'effacement partiel de l'État, le départ d'une partie de la classe d'affaires anglophone et l'émergence d'un entrepreneuriat québécois dynamique que l'on a qualifié de « Québec inc. ». C'est la période de l'adoption des grappes industrielles, de l'entrée en vigueur de l'ALE et de l'ALÉNA, de la montée en puissance des tigres celtique et asiatiques, de la chute du Mur de Berlin et de l'émergence de nouvelles puissances regroupées sous l'acronyme BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). S'ajoute à cela la montée des « dotcoms » sous l'impulsion de la révolution technologique.
- ▶ Les données de 1997 ont été retenues pour refléter l'évolution survenue au cours des années 1980 et 1990.

Les années 2000 et 2010

- ▶ Au début du millénaire, la Chine est devenue membre de l'OMC et elle s'est imposée comme l'atelier du monde pour une vaste gamme de produits de consommation. Il en a résulté une réorganisation chez les économies développées comme le Canada et le Québec. Ces dernières ont dû réorienter leur production et leurs services dans des créneaux reposant davantage sur l'innovation et la spécialisation. En parallèle, la demande pressante pour les matières premières de la part des pays en émergence a aussi nécessité un retour vers un rôle de pourvoyeur (énergies fossiles, métaux, bois, produits agricoles) du côté canadien et québécois. Il en a résulté une hausse du dollar canadien difficile à soutenir pour les entreprises d'ici.
- ▶ La crise financière de 2008 a mis fin à la flambée de la demande et des prix des ressources naturelles. Les projets d'investissement en cette matière ont passablement ralenti au Canada, entre autres. En parallèle, la difficile relance des économies développées après la récession a aiguïé les réflexes protectionnistes un peu partout dans le monde, notamment aux États-Unis. S'ajoutent à cela les effets des développements technologiques qui sont venus bousculer particulièrement le commerce de détail et le secteur de l'hébergement touristique. Enfin, plus récemment, la rareté, voire la pénurie, de main-d'œuvre a constitué un frein à l'expansion de certaines entreprises à la grandeur du pays.

Les résultats

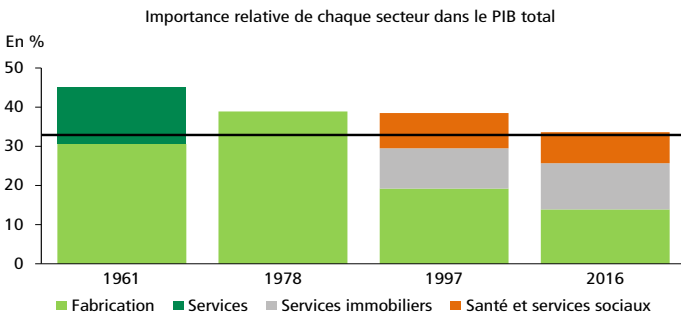
À voir tant de bouleversements au cours des dernières décennies, on pourrait croire qu'il ne subsiste rien de ce qui était en place au début des années 1960, mais ce n'est pas le cas. On l'a dit très tôt dans le texte : « l'ossature industrielle d'une région ou d'un État comporte une large part d'inertie ». Il y a tout de même eu des changements, dont voici les grandes lignes.

Les résultats sont présentés en trois temps : pour toute l'économie, pour le secteur de la fabrication et, finalement, pour le secteur des services. Des précisions quant à la méthodologie sont fournies à l'annexe A à la page 11.

L'économie québécoise face à elle-même

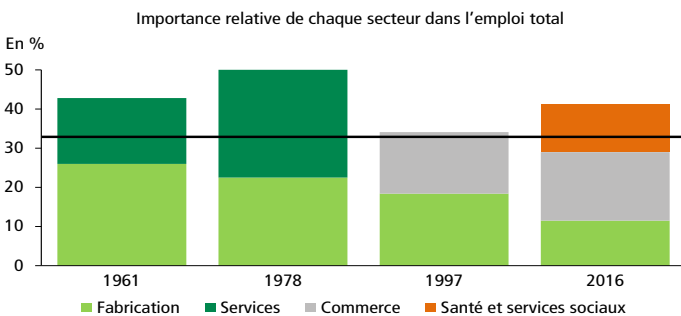
Premièrement, en ce qui a trait à **l'économie dans son ensemble**, en comparant l'évolution du PIB et de l'emploi pour les secteurs représentant le tiers de l'économie (graphiques 1 et 2 à la page 6), on constate une plus grande diversité entre 1961 et 2016 (tableaux 1 et 2 à l'annexe B à la page 12). En fait, on observe une persistance du secteur de la fabrication, mais son importance relative est moins grande. Si l'on refait le même exercice pour les secteurs qui comptent pour la moitié de l'économie, le verdict n'est pas aussi unanime : il y a plus de diversification selon le PIB et un peu moins selon l'emploi. En ce qui a trait à l'emploi, l'importance prise par le commerce de détail et le secteur de la santé et des services sociaux vient

GRAPHIQUE 1
Québec : le tiers de l'économie, l'évolution vue par le biais du pourcentage du PIB



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2
Québec : le tiers des employés, l'évolution vue par les principaux secteurs employeurs



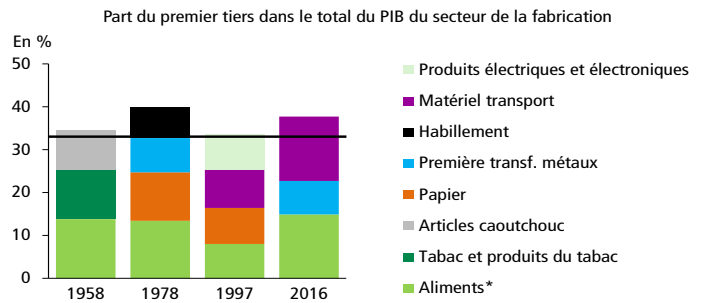
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

teinter le résultat. Enfin, selon l'IHH (encadré 1 à la page 4), il y aurait une diversification plus grande de l'économie québécoise en 2016 qu'en 1961.

Deuxièmement, pour le secteur de la **fabrication**, si l'on considère le premier tiers du PIB et de l'emploi, les résultats ne sont pas très probants. On note que le secteur de la fabrication est moins concentré que celui de l'économie prise dans son ensemble. On constate également une persistance du secteur des aliments et boissons dans le temps. Certains secteurs sont disparus du peloton de tête. Après six décennies, les industries à plus forte valeur ajoutée et exportatrices (matériel de transport et produits métalliques, entre autres) ont pris le relais des moins productives (produits en caoutchouc et tabac, notamment) (graphiques 3 et 4, et tableaux 3 et 4 à l'annexe B à la page 12).

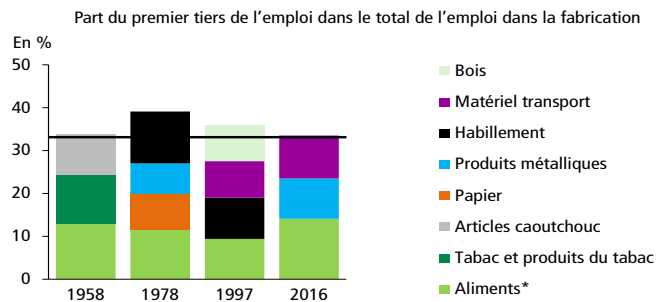
Toujours dans la fabrication, si l'on prend en compte la moitié des secteurs pour voir la part qu'ils occupent dans le PIB et l'emploi, il n'y a pas de verdict clair non plus. Selon la production, il y a moins de diversification en raison de l'importance accrue des industries de première transformation des métaux, du pétrole et des aliments. Par contre, selon l'emploi, il y a une plus grande diversification au fil du temps. Enfin, selon l'IHH, il n'y a pas d'unanimité non plus sur la tendance d'ensemble.

GRAPHIQUE 3
Québec : dans le secteur de la fabrication, les entreprises à plus forte valeur ajoutée ont pris le relais au fil du temps, selon le PIB



* Inclut les boissons pour 1958, 1978 et 1997.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 4
Québec : dans le secteur de la fabrication, la même conclusion s'applique lorsque l'on compare l'évolution de l'emploi



* Inclut les boissons pour 1958, 1978 et 1997.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Troisièmement, en ce qui a trait aux **services**, l'analyse n'est pas concluante : les données posent un problème. Le niveau de détail est insuffisant pour les années 1961 et 1978 et fait en sorte que celles-ci se prêtent mal à une comparaison.

Que peut-on conclure? Dans l'ensemble, l'économie québécoise s'est diversifiée dans le temps en affichant une moins grande dépendance face à quelques grands secteurs. Comme on s'y attendait, l'industrie de la fabrication a perdu de l'importance au profit du secteur des services. Du côté de la fabrication, on a observé une mutation. Les secteurs à plus forte valeur ajoutée et exportateurs ont pris le relais d'industries plus traditionnelles où le Québec avait perdu ses avantages en raison notamment de la réduction des barrières commerciales.

L'économie québécoise face aux autres provinces

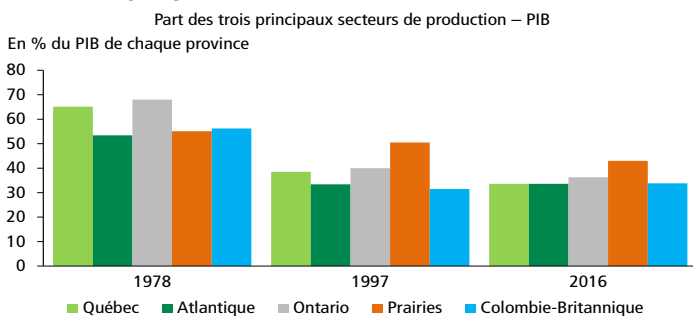
On a repris le même exercice pour comparer le Québec aux autres provinces canadiennes. Ici aussi, les résultats se découpent en trois parties : l'économie dans son ensemble, la fabrication et le secteur des services. En raison de la disponibilité des données, les comparaisons ont été établies à compter de 1978.

Premièrement, pour **l'économie prise dans son ensemble**, on note que les différences structurelles entre le Québec et les autres provinces se sont amenuisées au fil du temps. Le constat est le même que l'on regarde la progression du PIB ou de l'emploi. Par ailleurs, partout au Canada, le secteur de la fabrication a perdu une bonne partie de son importance. En contrepartie, les services ont crû et on remarque que l'immobilier a pris du galon. Fait à noter, le Québec est la seule province où le secteur de la santé et de l'assistance sociale fait partie du peloton des secteurs accaparant le premier tiers de l'économie en termes de PIB en 2016. Fait à noter, c'est dans la fabrication où les différences sont les plus marquées par rapport aux autres provinces. Il en sera question plus loin dans le texte. En ce qui a trait à la répartition de l'activité économique entre les principaux secteurs au fil des décennies, il faut reconnaître qu'il y a une forte homogénéité dans l'ensemble du Canada.

Toujours dans l'ensemble de l'économie, lorsque l'on considère le tiers des principaux secteurs de production (PIB réel) et de l'emploi, on note une diminution de la concentration (graphiques 5 et 6, et tableaux 5 et 6 à l'annexe B à la page 12). Cette réduction s'observe à compter de 1997. C'est dans les Prairies que la concentration reste la plus élevée (dans la production). Ce constat demeure valide pour la production si on

GRAPHIQUE 5

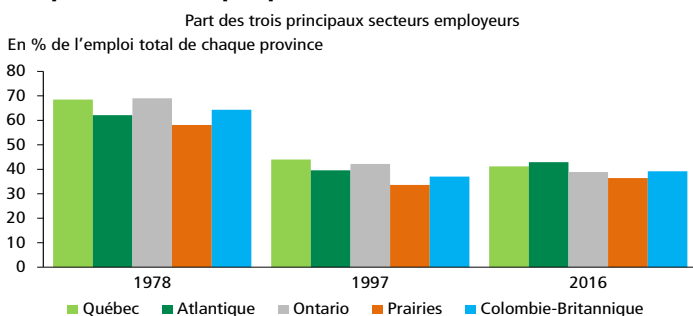
La concentration de la production était moins élevée à compter de 1997 un peu partout au Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 6

La concentration de l'emploi est moins élevée qu'elle ne l'était à compter de 1997 un peu partout au Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

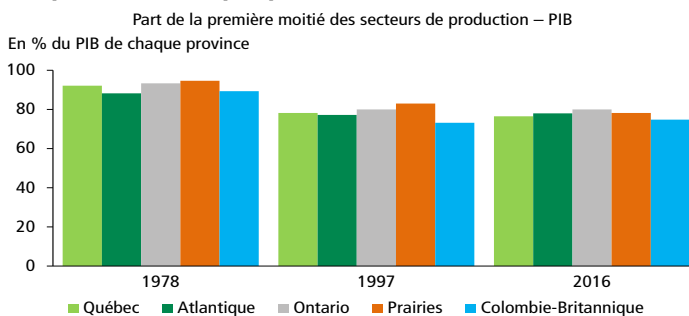
prend en compte la première moitié des secteurs dans le total de la production (graphique 7, et tableau 7 à l'annexe B à la page 13). Toutefois, au chapitre de l'emploi de la première moitié des secteurs, on note une augmentation de la concentration, et ce, dans toutes les provinces et les grandes régions en 2016 (graphique 8, et tableau 8 à l'annexe B à la page 13).

De son côté, l'IHH va dans le sens d'une diversification accrue dans le temps entre 1978 et 2016 (graphiques 9 et 10 à la page 8, et tableaux 9 et 10 à l'annexe B à la page 13). On note que le Québec est la province ou la région la plus diversifiée en 2016 au chapitre de la production, mais pas à celui de l'emploi.

Deuxièmement, au chapitre de la **fabrication**, on peut tirer quelques grandes observations. En ce qui a trait à la production de ce secteur, les aliments demeurent dans le peloton de tête tant dans la valeur de la production que de l'emploi au fil du temps. Ce secteur se classe premier ou deuxième dans toutes les provinces ou régions. La fabrication de matériel de transport a pris de l'importance. Elle était même au premier rang au Québec en 1997 (aéronautique et transport ferroviaire). Fait à noter, en Colombie-Britannique, les secteurs du bois et du papier demeurent importants, mais moins imposants que dans le passé.

GRAPHIQUE 7

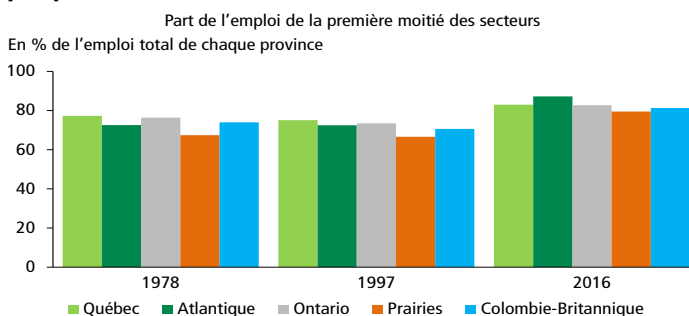
La concentration de la production était un peu moins élevée à compter de 1997 un peu partout au Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 8

La concentration de l'emploi a augmenté à compter de 2016 un peu partout au Canada – le Québec suit la tendance



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

En continuant d'observer le secteur de la fabrication par le biais de l'emploi, on note toujours une présence très forte des secteurs des aliments et du matériel de transport. On remarque également une importance grandissante des produits métalliques. Pour le Québec, le vêtement, autrefois en tête, dégringole littéralement et la production de biens durables s'impose davantage, éclipsant par le fait même les produits non durables (par exemple : papier, vêtements, etc.). Cela confirme des observations déjà faites dans des études précédentes⁵.

Que l'on concentre l'analyse sur le tiers ou sur la moitié des secteurs qui dominent la fabrication, la conclusion demeure la même : le Québec est plus diversifié au chapitre de la fabrication que ses homologues – provinces ou groupes régionaux. Le Québec ressort comme la seule province ou région où les trois premiers secteurs réussissent difficilement à dépasser le tiers de l'emploi du secteur de la fabrication, ce qui atteste une plus grande diversité.

Enfin, en ce qui a trait aux **services**, on observe de grandes similarités entre les diverses provinces et les régions du Canada. L'analyse par le biais de la production révèle que les services immobiliers et de location, ceux de santé et d'assistance sociale et l'administration publique arrivent partout parmi les premières positions. L'Ontario se distingue en 1997 et en 2016 avec le secteur financier et les assurances. Il est à noter que l'enseignement, qui dominait partout en 1978, n'apparaît plus dans les premières positions en 1997 et en 2016.

Selon le prisme de l'emploi, le grand secteur des services présente un peu plus de disparités entre les provinces. Partout au Canada, la santé et l'assistance sociale demeurent l'un des secteurs les plus importants. Le commerce de détail est aussi un poids lourd partout en 1997 et en 2016 (à l'exception de la région de l'Atlantique en 2016).

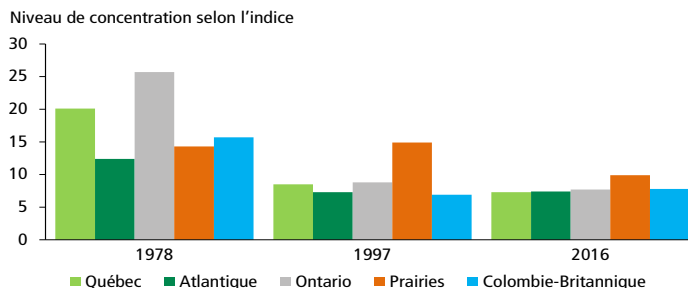
En raison de l'absence de données comparables pour 1961 et d'un niveau de détail limité pour les services en 1978, il n'est pas possible de dégager des observations majeures en ce qui concerne l'indice du tiers des secteurs des services. Il en est de même pour l'analyse de la moitié des secteurs. L'IHH révèle que la diversité des secteurs de services ne présente pas de grandes différences d'une province ou d'une région à l'autre.

Ce que dit l'ISS

L'annexe C, à la page 14, présente les ISS entre l'économie du Québec et ceux des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario, des Prairies et de la Colombie-Britannique. Voici les principaux constats qui s'en dégagent :

GRAPHIQUE 9

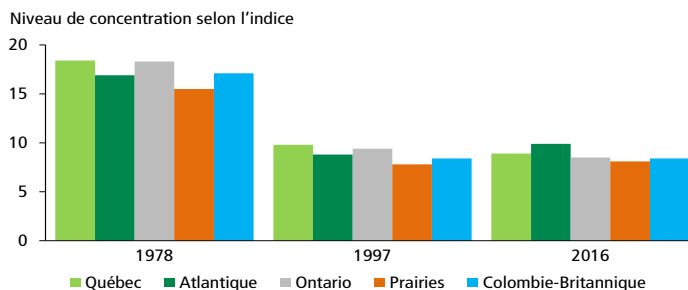
Selon l'Indice Herfindahl-Hirschman, il y a une tendance générale à la diversification dans toutes les provinces, selon le PIB



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 10

Selon l'Indice Herfindahl-Hirschman, il y a aussi une tendance à la diversification selon l'emploi



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

- ▶ De façon générale, c'est avec celle de l'Ontario que l'économie du Québec présente le plus de similarité structurelle; la principale exception à cette règle est celle des services où, en 2016, la similarité du Québec avec les Prairies était plus grande qu'avec l'Ontario.
- ▶ C'est dans le secteur de la fabrication que les différences entre le Québec et les autres provinces ou régions canadiennes sont les plus marquées.
- ▶ Au fil des décennies, les différences structurelles entre le Québec et les autres provinces ou régions du Canada se sont amenuisées, vraisemblablement à cause de l'importance grandissante prise par les services un peu partout au pays; on retrouve en effet partout la même prédominance des services touchant la santé et les services sociaux, l'éducation, l'administration publique, les services immobiliers et le commerce de détail.
- ▶ Les observations sont sensiblement les mêmes pour la production et pour l'emploi.

⁵ John R. BALDWIN et Ryan MACDONALD, *Le secteur canadien de la fabrication – adaptation aux défis*, Statistique Canada, Division de l'analyse économique, Série de documents de recherche sur l'analyse économique, N° 11F0027M – N° 057, juillet 2009, 60 p.

Perspectives d'avenir

Quels sont les facteurs qui pourraient modifier la structure actuelle de l'économie québécoise ainsi que celles des autres provinces? Toujours dans la logique où les changements prennent du temps à s'opérer, les facteurs conjoncturels ont peu de place dans cette analyse, à moins qu'ils ne laissent des traces profondes.

Le protectionnisme accru est l'un des facteurs qui pourrait amener une reconfiguration de la structure économique québécoise, dans la mesure où il submergerait la tendance qui le côtoie: l'ouverture commerciale plus grande. On observerait alors une augmentation des protections tarifaires. En conséquence, certains secteurs désormais moins exposés à la concurrence pourraient bénéficier d'un nouveau souffle. Dans ces circonstances, l'économie pourrait se trouver plus diversifiée. Si le dollar canadien devait s'affaiblir, cet effet pourrait prendre encore plus d'ampleur.

L'expansion plus poussée du commerce électronique pourrait également amener à refaçonner graduellement la structure économique. Si l'emprise du commerce électronique s'étendait davantage et que la production de contenus et de biens était de plus en plus effectuée à l'étranger, certains secteurs pourraient voir leur importance diminuer, comme le commerce de détail, l'imprimerie, l'industrie de la publicité, pour ne nommer que celles-là. On observerait une diversité moindre de l'activité économique ici si ces pertes n'étaient pas compensées par la venue de nouveaux secteurs d'activité.

Par ailleurs, on peut penser qu'une intégration encore plus poussée du commerce électronique dans les activités économique et humaine québécoises générerait à son tour l'arrivée de nouvelles industries ou l'apparition de métiers ou professions peu présents ici à ce jour. Ces scénarios pourraient se matérialiser dans la mesure où le Québec investirait massivement dans la diffusion du commerce électronique et dans ses applications. On peut penser que le « détournement de production » observé dans certains secteurs pourrait être compensé par d'autres, à l'avantage du Québec.

L'évolution démographique est incontournable et elle ne sera pas sans effet. Le vieillissement de la population touchera les secteurs de l'habitation, de la consommation et de la santé et de l'assistance sociale, pour ne nommer que ces exemples. On verra le développement de façons de faire novatrices, notamment dans ces domaines. Ces changements appelleront le développement de nouvelles fonctions ou responsabilités en emploi. En contrepartie, on peut se demander si la demande en soins de santé et d'assistance sociale sera telle qu'elle gonflera davantage l'importance de ce secteur dans l'économie.

On peut s'imaginer que la rareté de la main-d'œuvre, conjuguée à l'automatisation, pourrait conduire à une réduction de l'importance des secteurs où des activités peuvent être

assurées par des robots. On pense immédiatement au secteur manufacturier, mais on le voit de plus en plus dans des domaines aussi divers que le droit et les transactions financières. La transformation de la structure économique pourrait être observable surtout par la loupe de l'emploi. Reste à mesurer si la valeur de la production serait maintenue, augmentée ou diminuée. L'automatisation plus répandue est un facteur qui, pris isolément, pourrait changer la donne, avec ou sans vieillissement démographique d'importance.

L'évolution du contexte énergétique et environnemental pourrait également provoquer des changements dans les structures économiques canadienne et québécoise. L'importance, augmentée ou diminuée, des ressources pétrolières tirées des sables bitumineux aura un effet sur les provinces productrices, évidemment, mais également sur la devise canadienne. Cela pourrait jouer positivement ou négativement sur le commerce international de biens et de services et conduire à un ajustement de la composition des différents secteurs dans l'économie.

Pour répondre aux préoccupations environnementales grandissantes, la demande pour l'énergie hydroélectrique pourrait être accrue. La production et le transport d'électricité pourraient être mis de l'avant ainsi que toute l'expertise développée au Québec dans la construction de barrages et dans l'entretien d'un immense réseau. L'électrification des transports pourrait connaître un essor important et aider à refaçonner une partie de l'ossature économique du Québec. Les possibilités sont multiples.

Conclusions

Les économies du Québec et des autres régions du Canada se sont beaucoup transformées au cours des 60 dernières années. Elles l'ont fait sous l'effet de facteurs tels la libéralisation des échanges, la concurrence intense des pays émergents, l'apparition de nouvelles technologies, l'accroissement des revenus des ménages et le rôle grandissant de l'État dans la réponse à différents besoins.

Ainsi, tant au Québec qu'ailleurs au Canada, les différents secteurs de services ont beaucoup gagné en importance. De fait, partout au Canada, les secteurs d'activité dominants sont maintenant le commerce, l'immobilier et les soins de santé et d'assistance sociale. Cette présence accrue des services est particulièrement apparente dans l'emploi. En contrepartie, l'agriculture, l'exploitation des ressources et la fabrication ont perdu de leur importance relative dans l'économie. Au Québec, la fabrication a mieux résisté à l'effritement qu'ailleurs au Canada, mais elle a quand même subi un déclin, notamment à partir du tournant du millénaire. À l'exception de celui des aliments, les secteurs produisant des biens de consommation ont laissé leur première place au palmarès des industries les plus importantes partout au Canada. C'est le cas notamment au Québec, où ces industries étaient bien implantées.

L'ISS montre que c'est à l'économie de l'Ontario que l'économie du Québec ressemble le plus. L'ISS révèle également que la structure de l'économie du Québec se distingue de moins en moins de celle des autres provinces ou régions du Canada. Cette convergence des économies provinciales s'explique en bonne partie par la part de plus en plus grande prise par les principaux secteurs de services dans les différentes provinces. Les mêmes secteurs de services dominant partout, ce qui a pour effet de compenser grandement les différences observables en ce qui concerne les industries de la fabrication ou les secteurs primaires (encadré 2).

La part grandissante prise par les secteurs de services dans les économies provinciales a aussi eu pour effet de réduire progressivement leur diversité structurelle. Dans la fabrication, à l'exception de la Colombie-Britannique, le processus de diversification des provinces et régions s'est arrêté ou s'est inversé entre 1997 et 2016, après avoir progressé dans les décennies antérieures. Ce renversement de tendance pourrait aussi être attribuable en partie à la spécialisation accrue des économies provinciales en fonction de leurs avantages comparatifs dans un contexte de mondialisation. Tout en reflétant les mêmes tendances à long terme, le Québec a réussi à conserver un

secteur de la fabrication plus diversifié que le reste du Canada au cours des 60 dernières années.

Enfin, l'étude a mis en lumière que la structure et la diversité de l'économie peuvent différer sensiblement selon qu'on les mesure en fonction de la production ou de l'emploi. Ces différences s'expliquent par les variations dans la productivité de la main-d'œuvre d'un secteur à l'autre. Ainsi, les industries les plus productives ressortent davantage sous l'angle de la production et les autres, sous celui de l'emploi.

ENCADRÉ 2

Conclusions générales

Le Québec

- ▶ On observe une diversification du secteur de la fabrication du Québec au fil du temps, sauf pour la dernière période considérée, entre 1997 et 2016.
- ▶ On note une persistance du secteur de la fabrication malgré une importance moins grande au cours des années.
- ▶ Le secteur de la fabrication québécois est moins concentré que celui de l'économie en général.
- ▶ Après six décennies, les industries du secteur de la fabrication à plus forte valeur ajoutée et exportatrices ont pris le relais des moins productives.

Le Québec et les autres provinces

- ▶ Partout au Canada, le poids de la fabrication diminue et, en contrepartie, les services ont gagné en importance (l'immobilier notamment).
- ▶ C'est dans la fabrication que les différences sont les plus marquées entre le Québec et les autres provinces.
- ▶ Au Québec, la fabrication a mieux résisté à l'effritement qu'ailleurs au Canada.
- ▶ Au cours des 60 dernières années, les différences structurelles entre le Québec et les provinces se sont amenuisées : cette conclusion est la même que l'analyse soit faite par le biais de la production ou par celui de l'emploi.
- ▶ Il y a une remarquable homogénéité dans l'ensemble du Canada en ce qui a trait à la répartition de l'activité économique entre les principaux secteurs au fil des décennies.
- ▶ L'indice de similarité structurelle montre que c'est à l'économie de l'Ontario que l'économie du Québec ressemble le plus.

Annexe A

Méthodologie

Les indicateurs

Les données sur les secteurs économiques et sur les industries de fabrication et de services ont été transformées en quatre indicateurs permettant chacun d'apporter un éclairage particulier sur l'évolution et sur la diversification des économies provinciales. Chacun de ces indicateurs comporte des avantages et des inconvénients. Aussi, il est apparu nécessaire de fonder l'analyse sur les informations complémentaires fournies par l'un et l'autre.

Le tiers de l'économie

Cet indicateur représente le nombre de secteurs ou d'industries responsables d'au moins le tiers de la production et de l'emploi. Il donne un bon aperçu du degré de diversification de l'économie, étant entendu que plus le nombre est petit, plus l'économie est concentrée aux mains d'un nombre limité de secteurs ou d'industries. Il permet aussi de voir comment les groupes prédominants de l'économie ont pu changer d'une période à l'autre. C'est peut-être, de fait, le principal intérêt de cet indicateur étant donné que le nombre d'industries ou de secteurs nécessaires pour franchir le seuil du tiers ne peut pas varier de beaucoup et que, dans certains cas, ce seuil peut être franchi par une marge assez importante. Il est entendu que la signification de cet indicateur a pu varier entre les années 1950 et aujourd'hui puisque, comme il a été mentionné plus haut, le nombre de catégories à deux ou à trois chiffres a augmenté à l'occasion des changements successifs de système de classification.

Bref, cet indicateur a été utilisé parce qu'il conserve une valeur informative quant aux changements dans l'identité des activités dominantes à différentes époques, mais il ne se prête qu'à une évaluation très sommaire de la diversité des économies.

La moitié des secteurs ou des industries

Un autre indicateur retenu est la part de la production et de l'emploi assurée par la moitié des secteurs ou des industries. Cet indicateur fournit une information semblable et complémentaire à celle produite par l'indicateur précédent. Il ne présente pas le même biais résultant de l'augmentation du nombre de catégories lors des passages d'un système de classification à un autre. En revanche, il comporte l'inconvénient que, pour les années où le nombre de secteurs ou d'industries manufacturières est impair, il faut arrondir le nombre à la hausse ou à la baisse en représentant la moitié. Nous avons choisi d'arrondir à la baisse. Ainsi, quand le nombre de secteurs était de neuf, la moitié a été définie comme étant les quatre premiers secteurs plutôt que les cinq premiers. Une autre solution aurait consisté à faire la moyenne entre l'importance des quatre premiers et l'importance des cinq derniers, mais cette méthode présenterait des difficultés d'interprétation et de communication. Heureusement, le

biais précité n'affecte en rien la validité des comparaisons interprovinciales. Comme l'indicateur précédent, mais à un degré moindre, cet indicateur a aussi l'inconvénient d'une sensibilité insuffisante, étant entendu que la moitié la plus importante des secteurs et des industries accapare facilement une part qui représente les trois quarts de l'économie ou davantage et que cette part est assez stable d'une période à l'autre.

L'indice de Herfindahl-Hirschman (IHH)

Présentant certaines similitudes avec le coefficient de Gini, servant à mesurer la répartition des revenus au sein d'une population, l'IHH est un indicateur communément utilisé pour mesurer la concentration de la production au sein d'une industrie aux mains d'un nombre limité d'entreprises et, le cas échéant, justifier l'intervention des autorités responsables du maintien d'un marché concurrentiel. Dans la présente étude, il vise à fournir une mesure rationnelle du degré de diversification de l'économie⁶. Il est établi en faisant la somme des carrés des parts relatives de chacun des secteurs ou des industries dans l'économie.

L'indicateur peut être calibré selon différentes échelles. Dans la présente étude, si 20 est le nombre de secteurs ou d'industries, l'IHH est présenté sur une échelle où 5 (100/20) traduit une importance égale de tous les secteurs ou industries et 100, la concentration de toute l'activité économique au sein d'un seul secteur ou d'une seule industrie. En d'autres termes, plus l'IHH est élevé et moins l'économie est diversifiée. Par rapport aux deux indicateurs précédents, l'IHH a l'avantage de tenir compte de l'importance relative de tous les secteurs de l'économie et non pas seulement des plus importants. En outre, il se prête bien aux comparaisons entre les époques et entre les provinces. Il a l'inconvénient d'être un chiffre et, de ce fait, de ne fournir aucune indication qualitative sur la transformation des économies.

L'indice de similarité structurelle (ISS)

L'ISS vise à mesurer dans quelle mesure la structure de l'économie québécoise est différente de celles des autres provinces ou régions du Canada. Selon les cas, l'ISS est défini comme étant la moyenne des écarts absolus en points de pourcentage entre le Québec et chacune des autres provinces ou régions en ce qui a trait à l'importance relative de chacun des secteurs et des industries dans l'une ou l'autre économie.

⁶ L'IHH est également utilisé aux mêmes fins par l'Institut de la statistique du Québec, notamment dans l'édition 2013 du [Portrait statistique du secteur manufacturier au Québec](#).

Annexe B

Tableaux

TABLEAU 1
Québec : les principaux secteurs de production – le tiers de l'économie

EN % DU PIB DU QUÉBEC	1961	1978	1997	2016
Fabrication	30,6	38,9	19,2	13,9
Services	14,5	---	---	---
Services immobiliers	---	---	10,3	11,8
Santé et services sociaux	---	---	9,0	7,9
Total	45,1	38,9	38,5	33,6

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 3
Québec : les principales industries productrices

EN % DU PIB DU SECTEUR DE LA FABRICATION	1958	1978	1997	2016
Aliments et boissons	13,8	13,4	8,0	---
Matériel de transport	---	---	8,9	15,0
Tabac et produits	11,5	---	---	---
Papier	---	11,3	---	---
Papier et produits connexes	---	---	8,4	---
Première transformation des métaux	---	8,0	---	7,8
Produits électriques et électroniques	---	---	8,3	---
Aliments*	---	---	---	14,9
Articles en caoutchouc	9,3	---	---	---
Habillement	---	7,1	---	---
Total	34,6	39,8	33,6	37,7

 * En 1997 et en 2016, les aliments et boissons étaient considérés séparément.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 5
Les trois principaux secteurs de production

EN % DU PIB DE LA PROVINCE OU DE LA RÉGION	1978	1997	2016
Atlantique	53,4	33,4	33,6
Québec	65,1	38,5	33,6
Ontario	68,0	40,0	36,3
Prairies	55,1	50,5	43,0
Colombie-Britannique	56,2	31,5	33,8

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 2
Québec : les principaux secteurs employeurs

EN % DU TOTAL DU QUÉBEC	1961	1978*	1997	2016
Fabrication	26,0	22,5	18,4	11,5
Services	16,8	29,3	---	---
Commerce	---	---	---	17,5
Commerce de gros et de détail	---	---	15,7	---
Santé et services sociaux	---	---	---	12,2
Total	42,8	51,8	34,1	41,2

 * Les données disponibles sont moins ventilées (9 catégories) que celles des autres (15, 19 et 20 catégories), ce qui explique en partie les forts pourcentages observés.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 4
Québec : les principales industries employeuses du secteur de la fabrication

EN % DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA FABRICATION	1958	1978	1997	2016
Aliments et boissons	12,9	11,5	---	---
Matériel de transport	---	---	8,5	10,0
Tabac et produits	11,4	---	---	---
Papier	---	8,4	---	---
Produits en métal	---	7,1	---	---
Bois	---	---	8,3	---
Produits métalliques	---	---	---	9,4
Aliments*	---	---	9,4	14,1
Articles en caoutchouc	9,5	---	---	---
Habillement	---	12,1	9,6	---
Total	33,8	39,1	35,8	33,5

 * En 1997 et en 2016, les aliments et boissons étaient considérés séparément.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 6
Les trois principaux secteurs employeurs

EN % DU TOTAL DE LA PROVINCE OU DE LA RÉGION	1978	1997	2016
Atlantique	62,1	39,6	42,9
Québec	68,5	44,0	41,2
Ontario	69,0	42,2	38,9
Prairies	58,1	33,6	36,4
Colombie-Britannique	64,3	37,0	39,2

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 7
La part de la production de la première moitié des secteurs

EN % DU PIB	1961	1978	1997	2016
Atlantique	---	88,2	77,2	78,0
Québec	83,3	92,1	78,2	76,5
Ontario	---	93,3	80,0	80,0
Prairies	---	94,6	83,0	78,2
Colombie-Britannique	---	89,3	73,2	74,8

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 8
La part de l'emploi de la première moitié des secteurs

EN % DE L'EMPLOI TOTAL	1961	1978	1997	2016
Atlantique	---	72,6	72,5	87,2
Québec	89,5*	77,3	75,1	83,0
Ontario	---	76,4	73,5	82,7
Prairies	---	67,4	66,6	79,5
Colombie-Britannique	---	74,0	70,6	81,3

 * Donnée imprécise en raison de l'importance d'un résidu non alloué dans les données.
 Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 9
La diversité de la production sectorielle dans les provinces

INDICE DE HERFINDAHL-HIRSCHMAN	1961	1978	1997	2016
Atlantique	---	12,4	7,3	7,4
Québec	15,2	20,1	8,5	7,3
Ontario	---	25,7	8,8	7,7
Prairies	---	14,3	14,9	9,9
Colombie-Britannique	---	15,7	6,9	7,8

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 10
La diversité de l'emploi sectoriel dans les provinces

INDICE DE HERFINDAHL-HIRSCHMAN	1961	1978	1997	2016
Atlantique	---	16,9	8,8	9,9
Québec	14,6	18,4	9,8	8,9
Ontario	---	18,3	9,4	8,5
Prairies	---	15,5	7,8	8,1
Colombie-Britannique	---	17,1	8,4	8,4

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Annexe C

Indice de similarité structurelle

TABLEAU 11
Emploi dans les secteurs en 1978 – Exemple de calcul de l'Indice

RÉPARTITION EN %	ATLANTIQUE	QUÉBEC	ÉCART*
Agriculture	2,1	2,9	0,8
Autres branches du secteur primaire	5,0	2,1	2,9
Industries manufacturières	14,5	22,5	8,0
Construction	7,2	5,4	1,8
Transport, communications, autres services publics	10,5	8,8	1,7
Commerce	18,8	16,7	2,1
Finances, assurances, affaires immobilières	3,8	5,3	1,5
Services	28,8	29,3	0,5
Administration publique	9,3	7,1	2,2
Total	100,0	100,0	21,5
Indice de similarité structurelle – moyenne des écarts			2,4

* Valeur absolue.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 12
Indice de similarité structurelle entre l'économie du Québec et les autres provinces ou régions

INDICE	ATLANTIQUE				ONTARIO				PRAIRIES				COLOMBIE-BRITANNIQUE			
	1958	1978	1997	2016	1958	1978	1997	2016	1958	1978	1997	2016	1958	1978	1997	2016
Secteurs																
Production	---	1,9	1,5	1,6	---	1,1	0,7	0,8	---	4,1	3,4	2,6	---	1,6	1,7	1,6
Emploi	---	2,4	1,5	0,9	---	0,9	0,7	0,4	---	3,6	1,7	1,3	---	1,7	1,3	0,9
Fabrication																
Production	4,5	4,0	3,5	3,7	2,4	2,2	1,8	1,6	3,7	3,0	2,8	3,4	3,6	4,4	3,1	1,9
Emploi	4,5	5,2	3,8	2,9	2,5	2,4	2,4	1,2	4,0	3,1	2,2	1,3	4,6	3,9	2,7	1,9
Services																
Production	---	1,6	1,1	1,3	---	1,4	1,0	1,1	---	2,4	1,0	0,8	---	3,2	1,2	1,5
Emploi	---	2,3	1,0	1,1	---	1,2	0,8	0,7	---	1,2	0,5	0,4	---	1,3	0,9	0,8

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques